

23 NOV. 2022

**Arrêté préfectoral de mise en demeure du
pris à l'encontre de la SAS Ferme éolienne de La Garrigade,
pour le parc éolien qu'elle exploite aux lieux-dits « Champ de la Garrigade » et
« Montredon » sur le territoire de la commune d'ASSAC**

Le préfet du Tarn,

- VU** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;
- VU** le décret n°2011-984 du 23 août 2011 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement en créant la rubrique 2980 relative aux installations terrestres de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent et regroupant un ou plusieurs aérogénérateurs ;
- VU** le décret du président de la République du 26 janvier 2022 portant nomination de Monsieur François-Xavier LAUCH, en qualité de préfet du Tarn ;
- VU** le décret du président de la République du 17 novembre 2021 portant nomination de Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet d'ALBI, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- VU** l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 5 septembre 2022 portant délégation de signature à Monsieur Fabien CHOLLET, sous-préfet, secrétaire général de la préfecture du Tarn ;
- VU** le permis de construire n° PC 08101905A1007 en date du 15 mai 2007 accordé à la SARL ABOWIND ;
- VU** l'accusé de réception d'antériorité du 10 janvier 2013 octroyant le bénéfice des droits acquis à la SAS Energie Asset Management, pour l'exploitation d'un parc éolien comprenant cinq aérogénérateurs, situé sur la commune d'ASSAC, et actant son classement sous le régime d'autorisation au titre de la rubrique n°2980-1 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose que « *Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19* » ;
- VU** l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé qui dispose que « *L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit* » ;
- VU** le rapport de l'inspection des installations classées du 14 septembre 2022, faisant suite à la visite d'inspection de l'installation réalisée le 13 septembre 2022, transmis à l'exploitant par

courrier recommandé avec accusé de réception en date du 11 octobre 2022 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

VU l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

CONSIDÉRANT qu'en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement : « [...] en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. [...] », le préfet met en demeure l'exploitant de régulariser la situation constatée dans un délai précisé dans le présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du 13 septembre 2022 et du contrôle documentaire effectué à son issue, l'inspecteur des installations classées a constaté les faits suivants :

- six déficiences ont été relevées dans le rapport de vérification des installations électriques de l'année 2022 ;
- les bordereaux de suivi de déchets ne sont pas émis par l'exploitant de ce parc éolien en tant que producteur des déchets, mais par l'entreprise chargée de la maintenance. Ils ne correspondent pas aux seuls déchets produits sur ce parc éolien mais aux déchets générés par l'entreprise chargée de la maintenance lors des opérations d'entretien qu'il effectue sur plusieurs parcs ;
- l'envoi de déchets dangereux vers des installations non autorisées à transiter ces déchets ;

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 17 et 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé ;

CONSIDÉRANT que ces manquements présentent des enjeux pour la sécurité, la protection de la santé et de la salubrité publique et la préservation de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la SAS Ferme éolienne de La Garrigade de respecter les prescriptions des articles ci-dessus visés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition du sous-préfet, secrétaire général de la préfecture

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La SAS Ferme éolienne de La Garrigade, dont le siège social CGN EUROPE ENERGY est situé Tour Pacific - 11 Cours Valmy - 92977 PARIS LA DÉFENSE et qui exploite le parc éolien aux lieux-dits « Champ de la Garrigade » et « Montredon » sur le territoire de la commune d'ASSAC, est mise en demeure de respecter dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté :

- les dispositions de l'article 17 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé en justifiant que les déficiences de la vérification des installations électriques de l'année 2022 ont été corrigées ;
- les dispositions de l'article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 susvisé en justifiant que les déchets du parc éolien transitent par un site de transit-regroupement dont la situation administrative est régulière au titre des ICPE et que les nouveaux déchets déclarés sur le logiciel TRACKDECHETS sont les seuls déchets produits sur ce parc éolien à l'aide de bordereaux de suivi de déchets correctement renseignés.

Article 2 : Sanctions

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Publication et information des tiers

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département du Tarn pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 5 : Délais et voie de recours

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse, soit par voie postale, soit par Télérecours accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr, dans les délais prévus à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, à savoir dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de la publication du présent arrêté.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au premier alinéa.

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,



Fabien CHOLLET